

Synthèses

Agricultures à l'épreuve de la modernisation

Estelle Deléage



éditions
Quæ

Agricultures à l'épreuve de la modernisation

Agricultures à l'épreuve de la modernisation

Estelle Deléage

Éditions Quæ
RD 10, 78026 Versailles Cedex

Collection Synthèses

Organisations et sociétés paysannes.

Une lecture par la réciprocité

Éric Sabourin

2012, 282 p.

Apprendre à innover dans un monde incertain.

Concevoir les futurs de l'agriculture et de l'alimentation

Émilie Coudel, Hubert Devautour, Christophe-Toussaint Soulard, Guy Faure,

Bernard Hubert, coordinateurs

2012, 248 p.

Odorat et goût. De la neurobiologie des sens chimiques aux applications

Roland Salesse et Rémi Gervais, coordinateurs

2012, 550 p.

Comment l'herbe pousse. Développement végétatif, structures clonales
et spatiales des graminées

Michel Lafarge, Jean-Louis Durand

2011, 184 p.

Grands paysages pédologiques de France

Marcel Jamagne

2011, 624 p.

Production durable de biomasse. La lignocellulose des poacées

Denis Pouzet

2011, 216 p.

La photosynthèse. Processus physiques, moléculaires et physiologiques

2^e édition

Jack Farineau, Jean-François Morot-Gaudry

2011, 412 p.

La truite arc-en-ciel. Biologie et élevage

Bernard Jalabert et Alexis Fostier

2010, 336 p.

Les maladies émergentes. Épidémiologie chez le végétal, l'animal et l'homme

Jacques Barnouin et Ivan Sache, coordinateurs

2010, 464 p.

Table des matières

Introduction générale	1
Chapitre 1. De l'agriculture paysanne à l'agriculture moderne	3
Les campagnes paysannes après la Seconde Guerre mondiale	3
Une France marquée par l'agrarisme	4
La question de la modernisation de l'agriculture : acteurs sociaux et politique agricole	7
Conclusion	14
Chapitre 2. Retour sur les théories de la paysannerie	15
Naissance de la sociologie rurale en France	15
Marx et l'héritage marxiste	16
Les réflexions contemporaines sur l'agriculture	19
Conclusion	26
Chapitre 3. Moderniser l'agriculture ?	27
La France, l'Europe et la PAC	27
Agri-culture ou agro-industrie ?	30
Vers un modèle agricole et agroalimentaire unique ?	32
Conclusion	37
Chapitre 4. La crise du productivisme dans l'agriculture	39
Définitions du productivisme agricole	39
De la vache folle aux pesticides : l'agriculture en crise	41
Agriculture, moléculature et biotechnologies	49
Conclusion	51
Chapitre 5. De l'agriculture à la nature	53
De la parcelle à la planète, un mouvement social protéiforme	53
L'institutionnalisation de l'agri-environnement	56

Retour ou instrumentalisation de la nature ?	61
Conclusion	63
Chapitre 6. Agricultures en France au xxi^e siècle	65
La diversité des agricultures françaises : essai de typologie	65
De l'agriculture d'entreprise à l'agriculture durable	69
Agriculture multidimensionnelle <i>versus</i> modernité ?	80
Conclusion	81
Conclusion générale	83
Références bibliographiques	85
Liste des sigles	93

Introduction générale

L'agriculture est au cœur des enjeux des sociétés du xxi^{e} siècle et en particulier de celles de la vieille Europe qui, depuis la première révolution industrielle, ont profondément transformé le rapport nourricier qu'elles entretenaient avec la nature.

En France, les évolutions de l'agriculture, activité de transformation de la nature, ont connu un tournant significatif après la Seconde Guerre mondiale. Elles ont ainsi radicalement bouleversé une société paysanne millénaire (Mendras, 1967 ; 1976) en faisant progressivement du paysan un agriculteur moderne intégré à la société globale. La modernisation de l'agriculture que la France a connue depuis 1945 a ainsi modifié les structures de production et plus globalement les rapports entre la ville et la campagne en changeant radicalement notre appréhension de la nature. Au terme des années 1980, la décennie de toutes les ruptures (Hervieu, 1994), la critique du productivisme agricole s'est étendue en étant largement médiatisée (Bové et Dufour, 2000) et a remis en cause, au moins partiellement, la course à l'intensification des Trente Glorieuses dans un contexte national et international qui, de manière paradoxale, entérinait l'effacement des paysans et actait en même temps la nécessité de mettre en œuvre un autre développement, durable celui-là. La France n'a pas échappé à ce mouvement de fond qui, entre terroirs et mondialisations, a fait de l'agriculture un objet complexe tiraillé entre un foisonnement d'initiatives porteuses de nouvelles formes de ruralités et la poursuite globale d'un projet industrialiste alimentant la disparition des exploitations agricoles (Alphandéry *et al.*, 2000).

L'objectif de cet ouvrage est de saisir cette complexité et de tenter de répondre à la question suivante : comment et pourquoi en France au début du xxi^{e} siècle, malgré l'existence d'un contexte sociopolitique historiquement particulièrement favorable à la modernisation et à l'intensification de la production agricole, l'agriculture d'entreprise coexiste-t-elle avec une agriculture durable, soucieuse des équilibres écologiques et du maintien d'un tissu social, en particulier en milieu rural ?

Le premier chapitre de l'ouvrage fait état de la situation de l'agriculture en France au sortir de la Seconde Guerre mondiale pour resituer la manière dont s'est posée la question de l'accélération de sa modernisation dans les années 1950-1960, au moment de la révolution silencieuse (Debatisse, 1963). Le chapitre deux présente les perspectives théoriques qui ont soit accompagné, soit au contraire remis en cause le processus de modernisation de l'agriculture présenté dans le premier chapitre. Le chapitre trois analyse l'apparition, dans le cadre du processus de modernisation à l'œuvre en France et en Europe avec la mise en place de la Politique agricole

commune (PAC), d'une agriculture de plus en plus insérée dans un système agro-industriel et l'émergence associée d'un modèle agroalimentaire unique, modèle alimentaire dont l'uniformité réactive l'appel au terroir, c'est-à-dire la réidentification territoriale de l'activité de production agricole. Le chapitre quatre questionne les limites de la modernisation de l'agriculture, la crise du productivisme agricole, productivisme qui, en dissociant les fonctions économique, écologique et sociale de l'acte de production, accélère le départ des agriculteurs de la terre. Cette dernière devient peu à peu un substrat inerte et administré par des politiques agri-environnementales. L'analyse de cette administration de la nature (Charles et Kalaora, 2001) fait l'objet du chapitre cinq, qui retrace également l'histoire d'un mouvement social paysan et écologiste qui, de la parcelle à la planète, interroge de manière critique le productivisme agricole. Pour terminer, le chapitre six décrit la diversité des agricultures en France en ce début de XXI^e siècle et analyse, à l'intérieur de cette diversité, les raisons du maintien d'une agriculture multidimensionnelle qui, en articulant tradition et modernité, résiste au processus généralisé de dépaysement.

Cet ouvrage privilégie une lecture sociologique de l'histoire récente et de la situation actuelle de l'agriculture en France. Cette approche sociologique semble nécessaire pour dépasser le discours technicien et économiste dominant qui réduit l'agriculture à une activité productive déconnectée de la société qui l'a engendrée. Ce discours, en participant à la naturalisation de l'histoire, nie finalement trop souvent l'existence de formes social-historiques singulières et occulte ainsi la diversité des agricultures françaises qu'il s'agit ici de mettre en évidence. Cette lecture sociologique fait prioritairement appel aux travaux classiques dans le champ de la sociologie rurale française du fait de la spécificité de l'objet étudié qui concerne la France métropolitaine. Ces travaux se situent, comme le lecteur pourra le découvrir, souvent eux-mêmes à la frontière de plusieurs disciplines (histoire, anthropologie, économie, etc.), la sociologie rurale française s'étant construite après la Seconde Guerre mondiale sur cette base pluridisciplinaire (Mendras, 2000). Ainsi, le regard sociologique adopté dans cet ouvrage ne néglige pas pour autant l'apport d'autres disciplines dans la perspective ouverte par Henri Mendras et le Groupe de sociologie rurale (GSR) qui a constitué le noyau du Groupe de recherches sociologiques (GRS) installé à l'université de Nanterre en 1968 : c'est ainsi que les « études rurales ont transcendé les frontières disciplinaires, constituant par là même un réservoir de connaissances qui a largement contribué à l'émergence de la sociologie rurale en France » (Alphandéry et Billaud, 2009, p. 10).

Il s'agit donc d'analyser l'agriculture française à la lumière de ce décloisonnement disciplinaire, c'est-à-dire comme un fait social total. Enfin, de nombreuses sources statistiques ont été mobilisées : recensements agricoles, enquêtes structure des exploitations agricoles, etc. Il est à noter à ce propos que certains éléments chiffrés concernant les effets du productivisme agricole ont été difficiles à trouver, car cette question est toujours minorée par les structures étatiques et professionnelles agricoles.

Chapitre 1

De l'agriculture paysanne à l'agriculture moderne

Ce premier chapitre présente les facteurs à l'origine de l'accélération de la transformation des campagnes paysannes après la Seconde Guerre mondiale, et ce en particulier à partir de l'analyse des processus sociopolitiques de modernisation de l'agriculture dans la période correspondant à ce que l'on a appelé la « révolution silencieuse » (Debatisse, 1963). Les travaux relatifs à cette dernière étant très nombreux, ce chapitre reprend de manière synthétique les éléments principaux qui jalonnent cette période de l'histoire centrée autour des lois d'orientation agricole des années 1960.

► Les campagnes paysannes après la Seconde Guerre mondiale

Entre le milieu du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France a perdu près de 10 millions de ruraux. Ainsi, en 1946, on compte environ 17,6 millions de ruraux avec une densité de 35 habitants au km². La diagonale du vide relie les Ardennes aux Pyrénées. Cette diminution de la population rurale, donc en partie agricole — qui s'explique pour l'essentiel par l'exode vers les villes —, est liée aux effets de la première et de la seconde révolution industrielle. La première permet le développement de la mécanisation de l'agriculture et bouleverse les conditions d'approvisionnement et d'écoulement des produits agricoles. La seconde consacre le premier essor de l'utilisation du tracteur et les débuts de la chimie de synthèse, qui ne se développeront véritablement qu'après la Seconde Guerre mondiale. Plus globalement, ces différents bouleversements poussent les ruraux à migrer vers les villes. En effet, le développement de la mécanisation agricole augmente la productivité du travail et réduit la main-d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles. La disparition ou la diminution de certaines cultures utilisatrices de main-d'œuvre (lin, chanvre, sériciculture, etc.) entraînent une réduction du nombre d'emplois en milieu rural. Le chemin de fer permet la mise en place d'un marché national et donc élargit le cadre de la concurrence entre exploitations agricoles à l'échelle du territoire national. Cette dernière est exacerbée par le début du développement d'un marché international qui oblige certaines exploitations agricoles à

abandonner, plus ou moins partiellement, la polyculture traditionnelle, c'est-à-dire à se spécialiser ou à disparaître. Enfin, l'artisanat industriel se réduit du fait de la concurrence de la grande industrie avec la concentration des sources d'énergie comme le charbon dans les grands bassins miniers de l'est et du nord de la France. Cette situation contribue elle aussi au déclin de l'emploi rural. En milieu urbain, grâce à la croissance de l'industrie, le nombre d'emplois est renforcé. La population urbaine augmente selon le rythme du déclin rural (Chapuis, 1986 ; Mazoyer et Roudart, 1997).

Ce déclin rural correspond de fait beaucoup plus à une disparition des activités rurales non agricoles qu'à celle de la main-d'œuvre agricole : « Le travail à domicile, les petites usines textiles ou métallurgiques dispersées dans les vallées s'arrêtent peu à peu, quantité de revenus d'appoint disparaissent et les départs portent surtout sur les artisans, les journaliers et les ouvriers à domicile. » (Duby et Wallon, 1976a, p. 399) Ainsi, cet exode ne touchera massivement la population agricole que plus tard car la paysannerie devient, en particulier avec Gambetta, le ferment de la République (Hervieu, 2008). Rappelons en effet la phrase célèbre de Gambetta qui déclarait à propos des paysans : « Faisons chausser aux paysans les sabots de la République. Lorsqu'ils les auront chaussés, la République sera invincible. »

► Une France marquée par l'agrarisme

Au milieu des années 1940 (statistiques de l'année 1946), environ 43,5 % de la population française est rurale et un peu plus d'un tiers de la population active est agricole. La France est donc encore fortement agricole. Malgré l'existence de conditions matérielles de développement d'une agriculture moderne, les tentatives de création d'une agriculture capitaliste et industrielle (et donc d'une érosion démographique de la population active agricole) ont connu un certain échec du fait de la mise en œuvre d'une véritable politique agrarienne, depuis le milieu du XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e siècle. En particulier, l'avènement de la III^e République marque, en France, un tournant important concernant les politiques économiques. Alors que le Second Empire tirait sa force de l'industrialisation et du libre-échange illustré par le Traité de commerce avec la Grande-Bretagne en 1860, émerge sous la III^e République une politique économique qui freine l'expansion de l'appareil productif sur le territoire national (Servolin, 1989). Ce mode de développement s'est traduit, dans l'agriculture et dans l'industrie, par une politique agricole de facture protectionniste correspondant à une faible transformation des structures agricoles et au maintien, jusque dans les années 1940, d'une population active agricole relativement nombreuse (43,1 % de la population active totale en 1906 et 36,4 % en 1946). Cette politique protectionniste ainsi que l'industrialisation et l'urbanisation relativement tardives de la France étaient liées, comme cela a déjà été évoqué, au souci de la défense d'une France terrienne. Ce souci s'est concrétisé dans l'agriculture par la mise en œuvre d'une politique de droits de douane, notamment sur les céréales, politique incarnée par Jules Méline, ministre de l'Agriculture à partir de 1883. Cette politique qui permettait de limiter l'exode rural et en particulier agricole, en évitant entre autres la chute des prix intérieurs tout en améliorant les conditions de vie de la

population (prix rémunérateurs permettant d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs principalement), était fortement soutenue par la classe dirigeante au sein du monde agricole, c'est-à-dire par les grands propriétaires de l'Ouest, plutôt monarchistes, ainsi que par les propriétaires-exploitants dans les régions du Sud, plutôt républicains. Et cela dans la mesure où le maintien d'une population nombreuse de petits paysans et d'ouvriers agricoles était nécessaire pour préserver ce type de système social (Coulomb et Nallet, 1980). De la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle, l'histoire de la France a donc été traversée par divers courants agrariens (voir encadré 1.1) qui ont perduré indépendamment des changements de majorité politique (Barral, 1968 ; 1972).

Pourquoi alors cette volonté de moderniser l'agriculture juste après la Seconde Guerre mondiale ? Pour deux raisons au moins : une double situation, économique et politique, favorable à la modernisation.

En 1945, la France a subi de graves dommages (Duby et Wallon, 1976b) : une habitation sur vingt-deux a été totalement détruite et une sur six est endommagée. Plus de 200 000 exploitations agricoles sont sinistrées. À la différence de la Première Guerre mondiale, les dégâts se situent sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, l'appareil productif est profondément perturbé et le système de transport est très abîmé : 85 % du réseau des voies navigables est hors d'usage ; seules 40 % des lignes de chemin de fer sont utilisables et les ports maritimes sont détruits, etc. Le pays est donc dans une situation économique très difficile, très loin notamment de l'autosuffisance alimentaire. Il est alors impératif de reconstruire les infrastructures détruites par les bombardements, de relancer les industries démolies ou reconverties en usines de guerre pour les besoins de l'occupant et d'en créer d'autres pour subvenir aux besoins de la population française, d'éponger les dettes de guerre et de rééquilibrer la balance commerciale et, surtout, de répondre à la pénurie alimentaire. En effet, la production agricole se situe bien en dessous de son niveau de 1938, et cela d'autant plus qu'aux dommages engendrés par le conflit qui vient de s'achever s'ajoutent trois années (1945-1947) particulièrement défavorables d'un point de vue météorologique. La production alimentaire est très insuffisante pour couvrir les besoins de la population, et les principaux produits (le pain, la viande, les matières grasses, le sucre) demeurent rationnés (maintien des tickets de rationnement jusqu'en 1949).

Sur le plan politique, l'image du paysan est liée à celle de Pétain. En effet, le 2 décembre 1940, un syndicat profondément antidémocratique et réactionnaire — la Corporation paysanne — est créé. Comme l'écrivent les auteurs des *Champs du départ*, « on peut y voir l'aboutissement d'un courant de pensée qui [...] a la volonté consciente et réfléchie d'asseoir sur les liens organiques de la communauté paysanne et rurale un nouvel édifice social, une nouvelle unité de la société française opposée à celle issue des principes de 1789 » (Alphandéry *et al.*, 1989, p. 154). Ainsi, l'image du paysan au sortir de la guerre est associée à ce mouvement syndical, c'est-à-dire à l'image de l'ennemi de la raison, des Lumières. Tout concourt donc à légitimer le syndicalisme agricole modernisateur naissant — Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) — qui propose de supprimer ce passé en faisant du paysan un agriculteur moderne intégré à la société industrielle.

Pour conclure, dans ce contexte économique et politique, la plupart des forces sociales s'accordent pour redresser l'économie en s'appuyant sur l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture, c'est-à-dire sur sa rationalisation technoscientifique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et pour faire du paysan « un être doué de raison ».

Encadré 1.1. Agrarisme et agrariens.

L'agrarisme est un mouvement relativement protéiforme né au XIX^e siècle, sous la III^e République. C'est une période pendant laquelle l'objectif est de sauvegarder le régime républicain à la fois contre les tentatives de restauration de la monarchie, mais aussi contre le mouvement révolutionnaire socialiste. Par ailleurs, dans les années 1875, les campagnes détiennent encore l'avantage électoral sur les villes et, du fait des découpages des circonscriptions, la répartition des sièges donne plus de poids à l'électeur rural qu'à l'électeur citadin. Par conséquent, pour faire face aux instabilités politiques, le gouvernement s'appuie sur les ruraux et les agriculteurs afin d'asseoir la République (Barral, 1968 ; 1972). La défense de l'agriculture et du monde rural devient une cause particulièrement noble : glorification des valeurs terriennes, de la sagesse, de l'attachement à la terre, de la patience ; c'est la naissance du courant agrarien. À droite, l'agrarisme se met en place pour limiter l'action de l'État. Il « exalte l'intégration du paysan dans ses "communautés naturelles" (famille, commune, profession, paroisse), dessinant une représentation organiciste du monde rural dans laquelle chaque homme a sa place au sein d'une hiérarchie sociale léguée par le passé et définissant ses droits et ses devoirs » (Alphandéry *et al.*, 1989, p. 153). Les premières organisations datent de 1886 au sein de l'Union centrale des syndicats agricoles qui représente une exploitation sur quatre à la veille de la Première Guerre mondiale. À gauche, en particulier sous le Cartel des gauches, l'agrarisme se manifeste par un traitement intégré du monde rural : l'objectif n'est pas de maintenir l'ordre éternel des champs, mais au contraire d'assurer une certaine prospérité dans les campagnes. Il s'agit de développer les moyens du crédit agricole et de l'enseignement, de favoriser l'électrification des campagnes, etc. Il est le fait d'élus laïques, de notables, d'instituteurs, etc. (Barral, 1968 ; 1972) À la suite de la crise des années 1930, ce courant se renforce à droite en France et en Europe avec l'avènement de régimes dictatoriaux, voire fascistes. En France, il prend corps dans différents mouvements qui donneront naissance, le 2 décembre 1940 (loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture), à la Corporation paysanne instituée par Vichy. Cette dernière se concrétise dans l'instauration de l'unité professionnelle et pour commencer de l'unité syndicale, c'est-à-dire sur un régime fondé sur une idéologie paysanniste, anti-urbaine et anti-industrielle. Par la suite, après la guerre, l'agrarisme continuera à se développer en incitant en particulier les paysans à devenir des agriculteurs intégrés à la société de croissance. L'agrarisme et les agrariens ont donc participé, en France, à l'intégration nationale de la paysannerie en lui conférant un rôle important dans la construction de la nation. Ils ont également accompagné le passage du paysan à l'agriculteur dans le cadre de ce que l'on appelle le développement agricole (voir chapitre quatre). Le thème agrarien constitue ainsi, depuis la construction de la III^e République jusqu'aux enjeux environnementaux contemporains impliqués dans la constitution d'un néo-agrarisme, un enjeu social et un instrument idéologique et politique majeurs (Cornu et Mayaud, 2007).

» La question de la modernisation de l'agriculture : acteurs sociaux et politique agricole

Les acteurs sociaux et leurs rôles dans l'élaboration de la nouvelle politique agricole

Les acteurs sociaux impliqués dans l'élaboration de la nouvelle politique agricole sont pour l'essentiel issus de la Jeunesse agricole catholique (JAC), créée en 1929, et du CNJA, créé en 1956. Ces deux mouvements sociaux se sont constitués dans la période qui s'étend des années 1930 aux années 1960. Les cadres issus de la JAC, qui vont façonner la politique agricole moderne, vont être « nourris » de trois courants : le planisme, le corporatisme agrarien et le personnalisme. Les animateurs du CNJA, formés à la JAC, vont opérer la synthèse de ces trois courants pour les dépasser. Le produit de cette synthèse va donner naissance au militant « moderne » qui va cogérer, avec l'État, toute la politique agricole des années 1960 (Alphandéry *et al.*, 1989, p. 142-173).

Le planisme est un courant né sous la IV^e République. Ceux qui ont participé à sa création ont été influencés par les modernisateurs, qui, dès les années 1930, ont critiqué l'absence de politique agricole venant de l'État. Trois idées principales caractérisent ce courant de pensée :

- celle de la rupture avec l'ordre traditionnel des champs et de la construction d'une société de croissance à l'aide d'une politique volontariste de l'État ;
- celle de la nécessité de diffuser du progrès technique dans l'agriculture afin de construire une société de justice sociale ;
- celle enfin de la construction d'une politique agricole qui transforme le paysan en citoyen moderne, égal des autres.

Un représentant connu de ce courant est l'ingénieur agronome René Dumont (Dumont, 1946 ; 1949). Il va se rallier à une doctrine fondée sur des principes keynésiens, sur la valorisation du progrès technique qui doit permettre d'assurer une meilleure solidarité entre les producteurs et les consommateurs. Le planisme va être à l'origine du plan Monnet au sortir de la guerre dont l'idée est de déployer un effort productif pour retrouver au plus vite le niveau de production de l'avant-guerre grâce entre autres, dans le secteur agricole, au recours massif à l'outillage et aux techniques modernes (développement du machinisme agricole, etc.). L'objectif est donc d'accéder le plus rapidement possible à une société d'abondance assurant aux plus pauvres des conditions de vie décentes notamment en matière d'alimentation. Ce plan de modernisation sera le premier dans le cadre de la planification, planification à laquelle viendront s'ajouter, au début des années 1960, les lois d'orientation (voir la présentation de leur contenu dans la suite du chapitre) dont Edgard Pisani et Michel Debatisse furent les piliers (voir encadré 1.2).

Le corporatisme agrarien se situe dans une représentation de la société qui est à l'opposé du planisme. En quoi, alors, son projet a-t-il pu rejoindre celui de la politique agricole moderne ? Sur deux points au moins :

- par sa contribution à la modernisation de l'agriculture. En effet, « tout en insistant sur des valeurs qui pouvaient apparaître comme des rêveries champêtres ou

des délires traditionalistes, les écrits du maréchal Pétain ou des dirigeants de la Corporation paysanne demandaient aussi aux travailleurs de la terre de faire l'effort de modernisation qui permettrait de revivifier les communautés rurales tant vantées, mais si souvent mal en point ! » (Alphandéry *et al.*, 1989, p. 154) ;

Encadré 1.2. Edgard Pisani et Michel Debatisse, acteurs centraux de la modernisation de l'agriculture.

Edgard Pisani (1918-) a joué un rôle central dans la modernisation de l'agriculture française dans les années 1960. Ministre de l'Agriculture dans les cabinets de Michel Debré (1961-1962) et de Georges Pompidou (1962-1966), il attache son nom à la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole en étant à l'origine de la loi complémentaire de 1962 qui restitue le projet de la loi d'orientation de 1960. Cette dernière avait en partie été vidée de son contenu par l'aile la plus conservatrice du Parlement. C'est dans le cadre d'une cogestion, notamment avec les jeunes agriculteurs du CNJA, qu'Edgard Pisani a construit cette politique agricole, comme il l'écrit lui-même dans son ouvrage *Un vieil homme et la terre* : « [...] les plus grandes joies que je tire de mon séjour Rue de Varenne me viennent de mes relations avec les Jeunes Agriculteurs [...]. Pour caractériser ces relations, il me faut évoquer nos "veillées". [...] Ces rencontres aux libres propos nous ont beaucoup appris ; pour nos lendemains plus que pour nos aujourd'hui. Mais il y avait des urgences, des manœuvres à déjouer, des obstacles à franchir ou à faire disparaître, des idées à trouver, une politique à esquisser et à accompagner. [...] C'est ainsi que nous avons inventé le Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles (Fasasa). Il ne fut pas le fruit d'une réflexion individuelle mais comme le distillat de ces veillées : au début quelques mesures à prendre, puis la certitude que, pour valoriser ces idées, il fallait en faire un paquet, une politique cohérente aux objectifs précis » (Pisani, 2004, p. 38-39). Après avoir participé à la modernisation de l'agriculture, Edgard Pisani reviendra de manière critique sur « ses années productivistes », notamment dans le cadre du groupe de Seillac (Pisani, 1994) et de Bruges.

Michel Debatisse (1929-1997), né dans le Forez, pays rude où les terres sont difficiles à travailler, incarne toute la révolution silencieuse (Debatisse, 1963) que connaît la France après la Seconde Guerre mondiale. Son certificat d'études en poche, il milite à la JAC puis devient, en 1958, secrétaire général du CNJA. Il sera alors l'un des interlocuteurs privilégiés du ministère de l'Agriculture et en particulier d'Edgard Pisani lors de la mise en œuvre de la loi d'orientation. Il participe activement à la politique des structures et accède en 1971 à la présidence de la FNSEA puis est nommé, en 1979, secrétaire d'État aux industries agroalimentaires (Goure, 2008). Il devient ainsi, à partir des années 1970, l'adversaire de la gauche paysanne en voie de constitution. Cette gauche paysanne a comme lui été formée à la JAC mais elle considère désormais Debatisse comme l'un de ses frères ennemis. En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il doit quitter le gouvernement mais continue à s'investir pour le monde agricole en devenant par exemple président de la chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme à partir de 1983. Réélu député européen en 1984, il poursuit également sa carrière politique au niveau européen avant de rejoindre sa terre natale dans les années 1990 où il terminera sa vie.